

Vous parlez sans cesse de l'Europe mais la différence est que l'Europe, pour vous, est une propriété tandis que nous nous sentons dans sa dépendance

Albert Camus

Europe

Sortir du coma politique

Éric Biérin

Éric Biérin est responsable de la communication d'Écolo et chargé de recherche à Etopia.

Après le « non illusoire de la gauche » au traité constitutionnel, les instances européennes préfèrent croire à un problème de compréhension de leur politique plutôt qu'à la nécessité d'en changer. Au nom de la paix et de la prospérité du continent que l'intégration a permises, elles mènent pourtant aujourd'hui une politique qui tourne le dos aux principaux leviers qui avaient préservé cette paix et partagé cette prospérité. Ce n'est pas la bonne voie pour sortir du coma affectif et politique dans lequel est aujourd'hui plongé le continent. Au-delà des instruments institutionnels qu'il faut renforcer, ce sont bien les politiques publiques européennes qu'il faut aujourd'hui réviser si on veut assurer un quelconque dessein pour l'Europe et éviter le moral-populisme qui a présidé au rejet de sa Constitution.

Dix mois après le double rejet par une majorité de Français et de Hollandais du projet de traité constitutionnel, l'Europe ressemble à un chien qui court après sa queue. Était-ce cela l'objectif des leaders qui défendaient le « non » ? Il est impossible de le savoir tant ils sont muets. Rarement les résultats d'une victoire auront été célébrés avec une discrétion aussi insistante.

Ce que craignaient les fédéralistes est désormais réalisé: au-delà du

rejet du traité, le coup d'arrêt mis à l'intégration politique n'aboutit qu'à multiplier impasses et incertitudes. Que s'est-il passé? Avec en bruit de fond un débat parfois surréaliste sur l'hypothétique adhésion de la Turquie à l'Union dans... un quart de siècle, on a assisté à l'échec du sommet de Bruxelles en juin puis à celui de décembre, à Londres¹. Pendant ce temps, la Commission et son président ont réussi l'exploit de donner d'eux une impression tout à la fois d'entêtement et d'atermoiements.

En l'absence d'unité de vue continentale, de politique économique publique active et de personnalités politiques suffisamment fortes pour inspirer l'une et l'autre, le nombre d'États envisageant sans honte de se payer sur la bête grandit. Après qu'ils aient souscrit à l'élargissement, et face aux besoins des nouveaux pays membres et de leur population, on serait bien en peine de départager qui de Blair et « son » chèque ou de Chirac et « sa » politique agricole commune emporte la palme d'un égoïsme qui, s'il tend à trouver sa justification dans un cadre national, relève de l'obsène dans l'espace public et médiatique de l'Union à vingt-cinq.

Enfin, le débat sur la directive Bolkestein, devenu après le rejet du traité le tamagoshi du politiquement correct, a fini par tourner

en telle eau de boudin que quasi personne ne sait ce que la majorité des parlementaires européens socialistes et conservateurs ont finalement approuvé en votant le texte, eux-mêmes n'étant pas d'accord sur l'interprétation qu'il convient d'en faire. Et en admettant même qu'on a échappé au pire, cela fait-il une politique?

LISBONNE, UNE STRATÉGIE ? UNE IMPOSTURE

Aujourd'hui, comment les instances européennes envisagent-elles de faire face aux frustrations exprimées voici près d'un an? Manifestement pas en remettant en cause la justesse de leur orientation politique, laquelle tourne de plus en plus résolument le dos à ce qui a pourtant constitué depuis la Seconde Guerre mondiale la colonne vertébrale de la culture politique et de la socioéconomie occidentale : l'exercice libéral de la politique — dont le *compromis historique* italien constitue peut-être le

témoignage le plus spectaculaire — et une approche keynésienne de l'économie, fondée notamment sur l'investissement public, la stimulation de la demande globale et la relance en cas de chômage.

Or, les porte-parole de l'Union ne cessent, d'un côté, de rappeler à quel point la construction européenne a permis de maintenir le continent en paix et de lui assurer la prospérité et, de l'autre, ils se détournent des instruments qui en ont constitué les principaux leviers. Plutôt que d'affronter le paradoxe, ils préfèrent croire à un problème de compréhension² de la seule bonne politique qu'ils estiment devoir mener, prenant pour le coup à leur compte le « there is no alternative » (Tina) thatchérien. Il est spectaculaire que certains leaders sociaux-démocrates, après avoir renoncé à revendiquer la justice sociale au sein de sociétés pourtant toujours plus riches, se sont faits les plus efficaces zélés de cette thèse.

¹ Rappelons que le sommet de juin à Bruxelles concernait le budget. En vain, « ce fut le flanc oriental de l'UE (les soi-disant démocraties avides d'argent et immatures) qui a demandé le plus bruyamment un compromis au nom du sauvetage de l'intégration politique, tandis que la plupart des anciennes démocraties européennes ont lutté impitoyablement pour leurs "propres intérêts nationaux" » (J. Pehe, « Les nouveaux et les vrais Européens », *La Libre Belgique*, 24 juin 2005). Les chefs d'État ne s'y sont effectivement pas disputés pour préserver le modèle social européen qu'ils prétendaient défendre lors du débat sur le traité constitutionnel, mais bien pour les raisons égoïstement nationales qu'ils prétendaient combattre en défendant le traité. En décembre, le sommet de Londres a produit un accord particulièrement faible sur un budget en deçà des pires prévisions, eu égard notamment aux besoins nés de l'élargissement.

² « Les dirigeants [Européens] lancent des appels à plus de responsabilité, plus de solidarité, plus de sens pédagogique, plus de proximité avec les citoyens. Des appels qu'ils s'adressent à eux-mêmes comme s'ils étaient étrangers à leurs propres personnages », P. Ricard, D. Vernet, « L'Europe engluée dans ses contradictions », *Le Monde*, 18 février 2006.

Ils ont tout faux: « Après avoir rigidifié tous les instruments macroéconomiques péniblement élaborés au cours de la décennie nonante et ainsi asphyxié la croissance européenne, l'Union augmente en fait la difficulté en tentant de flexibiliser les structures sociales. » Or on sait que « les agents répondent rationnellement aux incitations qu'ils perçoivent. Il est par conséquent tout à fait improbable que les Européens consentent à abandonner ne serait-ce que partiellement leur protection sociale dans un contexte où elle constitue le seul soutien de leur niveau de vie présent et futur, en l'absence de croissance et de volonté de la stimuler. Et de fait, ils n'y consentent pas³. »

Les institutions européennes, avec la complicité des États, ont-elles l'ambition de les y forcer? Ou bien la volonté de « casser du syndicat », de plus en plus manifeste chez nous, ferait-elle partie de la stratégie qui a pour but de rendre confiance aux travailleurs et aux citoyens européens? « L'Europe ne sait plus si elle préfère ce qu'elle apporte à ce qu'elle

détruit », écrivait Aron en 1938⁴, et l'écho de cette sentence résonne aujourd'hui. Il est plus que temps que s'ouvre enfin un véritable débat, vital quant à l'avenir de l'Europe, des Européens et de leur relation au monde, plutôt que la foire aux peurs et aux mensonges des démagogues, imposteurs et oligarques à laquelle on a assisté l'année dernière autour du traité.

Mais on ne relancera pas la construction européenne par un débat centré uniquement sur les procédures; il faudra aussi un débat approfondi sur le contenu des politiques à mener⁵. En effet, le consensus plus ou moins vigoureux autour de la stratégie de Lisbonne, censée répondre aux maux dont souffre l'Europe, fait l'impasse sur son plus grave défaut: « [Cette stratégie] énonce des objectifs dont la réalisation dépend des compétences des États membres et non de l'Union en tant que telle. En outre, les pays les plus militants en faveur de cette stratégie de libéralisation sont, à l'instar de la Grande-Bretagne, parmi ceux qui refusent avec le plus d'acharnement un

accroissement des compétences communautaires dans ces domaines » (Ricard et Vernet).

CHANGER LE MONDE OU S'Y TAILLER UNE PLACE?

Voici une génération, les principales questions qui mobilisaient nos sociétés d'abondance, sorties quant à elles du problème du comment survivre, portaient sur la réorganisation des rapports sociaux mondiaux et sur la crise du modèle de développement. On s'apprêtait alors collectivement à passer de la question du *comment survivre* à celle, plus complexe, du *pour quoi vivre*⁶. Quinze ans après la chute du Mur, ce questionnement fondamental passe paradoxalement pour un luxe qu'on ne peut plus se permettre, au moment où un capitalisme autoritaire — injustement appelé libéralisme, qualifié ou non de néo — est en voie de revivifier dans l'esprit de la planète entière la logique du *struggle for life*, avec le risque de déchainement de violence qui l'accompagne.

Car à l'inverse de ce que veulent accrédi-ter certains tenants du libre marché, l'unification mondiale de ce dernier n'est pas synonyme d'accroissement automatique des libertés, et encore moins de renforcement démocratique. Quand la souveraineté passe du côté de l'économie et de la finance, la seule liberté dont on puisse être

³ E. Laurent, « Quand Bruxelles attend Godot », *Le Monde*, 22 octobre 2005.

⁴ R. Aron, « Introduction à la philosophie de l'Histoire » dans *Mémoires*, Julliard, 1993, p. 160.

⁵ À cet égard, saluons le « Rapport Duff-Voggenhuber sur le rôle du Parlement européen au cours de la période de réflexion », ou l'initiative du collectif Sauvons l'Europe (www.sauvonsleurope.org) ou encore le très beau texte de B. Latour, « Un autre préambule pour le traité constitutionnel européen », *Le Monde*, 22 octobre 2005.

⁶ Voir P. Viveret, *Pourquoi ça ne va pas plus mal?*, Fayard, Transversales, 2005.

assuré, c'est celle de consommer, y compris voire surtout à crédit. Et la généralisation en cours de la logique du *laisser-faire* enferme en réalité nos sociétés dans une double exigence: elle requiert à la fois plus de liberté (pour ceux qui sont capables de consommer) et plus de répression (pour tous les autres). Les choix politiques qui tolèrent ou qui président à cette orientation consistent en fin de compte à « apporter une solution originale au problème du nécessaire rattrapage du Nord par le Sud en important le Sud au Nord et en exportant le Nord chez les riches du Sud ». Cependant, « le rapprochement des niveaux moyens de revenus sera nécessairement lent, tandis que la réouverture des inégalités internes dans les deux types de pays sera rapide⁷ ». Et c'est logiquement que l'accroissement des inégalités que ce « modèle » implique entraîne un accroissement parallèle de la coercition.

C'est notamment pour cela que l'unification du marché mondial opère jusqu'ici au prix d'une désintégration du social et de la légitimité du politique, et c'est dans l'ambiance de malaise généralisée née de cette évolution que le processus d'intégration européenne a lourdement trébuché, avec le rejet du projet de traité constitutionnel.

La pauvreté des critiques que de trop nombreux tenants du oui au traité, le plus souvent arcbutés sur leur espace national, ont pu ou ont bien voulu exercer à l'encontre du monde tel qu'il va, dans son uniforme capitalisme, a sans aucun doute contribué au mal-être. Mais cette pauvreté ne peut seule expliquer les raisons du paradoxe qui constitue à nos yeux le nœud politique qu'il faut dépasser à présent: le coma affectif d'un continent et la régression politique auxquels on a abouti vont entretenir ce que de nombreux tenants du non prétendaient vouloir combattre, c'est-à-dire les conditions d'une guerre économique généralisée, allant logiquement de pair avec de multiples conflits identitaires. En d'autres termes, face à la désintégration du social et du politique que parallèlement ils disent condamner, qu'est-ce qui explique que certains, à gauche (on ne parle bien sûr pas des souverainistes), aient pu dire non aux avancées démocratiques (principalement les pouvoirs accrus du Parlement et le droit de pétitionnement pour les citoyens) d'un projet de traité international, premier fondement constitutionnel, fruit d'un processus politique

auquel bien souvent des représentants désignés par leur propre famille politique ont contribué ?

Ce rejet permet-il à nos sociétés de retrouver davantage de capacité d'action sur elle-même ? La démonstration est faite: non. Sommes-nous aujourd'hui rassurés quant à « la brutale réouverture de l'abîme du futur » dans laquelle clapotent nos angoisses ? Non, au contraire. Alors ?

Et si c'était précisément sa dimension de construction politique, de fruit d'une négociation dans le cadre de rapports sociaux établis qui avait délégitimé le traité ? Pour certains, entre les lambeaux d'un héritage en voie de disparition et l'impuissance à concevoir et proposer un avenir souhaitable, « la rhétorique du grand refus, sans contenu ni perspectives, ne serait-elle pas devenue le moyen de se tailler une place dans le monde tel qu'il est⁸ ? ».

BONHEUR OU JUSTICE SOCIALE ?

Avant d'aller creuser du côté de ce qu'Habermas a appelé « le non illusoire de la gauche », arrêtons-nous un instant aux politiques menées à gauche: le divorce entre

⁷ P.-N. Giraud, *L'inégalité du monde. Économie du monde contemporain*, Gallimard, 1996.

⁸ M. Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, Tel, 2002, p. 297. Un recueil à lire et relire.

l'idéal de justice sociale et le soin agité qu'elles semblent accorder aux bons sentiments — au « bonheur⁹ » — y semble consommé ou, pour le dire autrement, de plus en plus et y compris à gauche, « nous vivons dans le consensus gestionnaire sur la réalité telle qu'elle est et dans le consensus moral sur l'idéal qui devrait être » (E. Delruelle, *L'humanisme, inutile et incertain ?*, p. 33).

Derrière le voile pudique que cette requête de « bonheur » jette sur la réalité des rapports de force, il devrait être clair que vouloir rendre heureux les malheureux au lieu d'établir la justice pour tous équivaut à un tour de passe-passe¹⁰ qui, plus encore qu'à un renoncement idéologique, s'apparente à un abandon politique. À moins que cet abandon ne relève, en réalité, d'une rupture idéologique consentant à l'abandon du collectif devant l'affirmation des individus.

Quoi qu'il en soit, offrir le bonheur plutôt que défendre la justice pour tous, c'est confondre la chaleur et la lumière. Ne sont dupes que ceux que la chaleur éblouit.

Le bonheur et la justice sociale? Ou le bonheur contre la justice sociale? En tout cas, le principal résultat politique du capitalisme autoritaire que trop de progressistes ont trop longtemps renoncé à combattre, c'est que la démocratie n'est plus en mesure d'offrir la garantie d'échapper à la déchéance sociale. Ces « déclassements » non seulement se paient humainement cash, mais politiquement, leurs effets sont criminels. Si la démocratie renonce au social, c'est aux extrêmes que le citoyen est tenté de demander justice. Et quand le nombre de ceux qu'on abandonne à la conviction qu'ils vont perdre croît démesurément, l'histoire nous a appris qu'on cède une partie considérable de terrain à ceux qui nourrissent un penchant pour la terreur, que ce

penchant soit déguisé en amour de l'Humanité ou en amour de la Nation.

L'ÉMERGENCE DU MORAL-POPULISME

En France, un des enseignements les plus spectaculaires du débat sur le projet de traité constitutionnel, c'est que les extrêmes se sont trouvées fréquentables, flanquées en leur « centre » des avatars des anciens régimes: la première stupeur passée, l'alignement côte à côte des partis de Le Pen (FN), Villiers (Mouvement pour la France), Buffet (PC) et Besancenot (Ligue communiste révolutionnaire) a constitué une nouveauté politique intéressante à plusieurs égards; tentons d'en retenir l'essentiel, outre qu'on commence à comprendre un peu mieux pourquoi le débat français a bien souvent relevé moins de la dynamique citoyenne que de l'assemblée d'inquisiteurs.

Deux confirmations d'abord: le Parti communiste, à travers la défense de l'emploi français et la condamnation du cosmopolitisme européen, est définitivement passé de l'international socialisme au socialisme national¹¹. Seconde confirmation: le trotskisme ne peut maintenir sa rhétorique qu'au prix du mensonge et nous rappelle utilement que la démagogie n'est pas que de droite.

⁹ Depuis de nombreux mois et d'une façon qui a particulièrement interpellé lors du 120^e anniversaire de la création du POB, les présidents du PS et du SpA (alors Steve Stevaert) précisent que la vocation de leur parti est d'apporter le bonheur aux citoyens, allant jusqu'à énoncer qu'« est socialiste ce qui apporte du bonheur aux gens ». Dans la veine émancipatrice, on a connu le socialisme plus ambitieux.

¹⁰ Le mal nommé « Pacte de solidarité entre les générations » constitue un autre exemple récent de ces tours de passe-passe, car si on ne peut évidemment que partager le souci affiché du gouvernement d'assurer la viabilité de la sécurité sociale, les syndicats ont pu dénoncer « un plan unilatéral qui n'est ni un pacte, ni de solidarité ».

¹¹ La logique nationaliste hexagonale (« le patriotisme économique ») semble également l'avoir emporté lorsqu'on examine les hurlements, gauches compris, qui ont suivi l'annonce hypothétique d'un rachat de Danone par Pepsi-Co et le silence absolu qui a suivi le rachat, bien réel celui-là, d'Électrabel par Suez, puis les développements récents liés à la fusion avec Gaz de France.

Le troisième élément est plus particulièrement inquiétant : les thèses de l'extrême droite et de l'extrême gauche ont, unies, arithmétiquement gagné. Elles ont toutes deux estimé que le solde de ce qui les unissait peut l'emporter sur les montagnes de mensonges qui jusqu'ici les rendaient proches tout en les divisant. Ce qui a emporté la mise, c'est l'opportunisme de pouvoir gagner en faisant le pari du triomphe de l'opinion sur les idées. On pressentait bien qu'ils pouvaient le faire. Maintenant on le sait et on ne l'oubliera pas.

La France n'est pas le seul terrain de repositionnement aux extrêmes. Pour rappel, en Allemagne, Oskar Lafontaine, dissident du SPD, souvent perçu à l'étranger comme l'alternative à gauche du SPD et des Verts, a opéré un rapprochement avec Gregor Gysi, ancien président du PDS, le parti communiste est allemand, pour créer le Linkspartei. Dans ce cadre, ses déclarations lors d'un meeting électoral ont fait l'effet d'une boule puante : « Le gouvernement, avait-il déclaré, est obligé de protéger ses citoyens, il est obligé de faire en sorte que les pères de famille et les femmes ne deviennent pas chômeurs à cause des travailleurs étrangers (« Fremdarbeiter ») qui prennent leurs jobs pour des salaires inférieurs¹² ». Non seulement on retrouve ici la préférence nationale

chère au PC français, mais l'utilisation du terme *Fremdarbeiter*, banni depuis la fin de la période hitlérienne, car utilisé à l'époque comme l'euphémisme de *Zwangsarbeiter* qui désignait les travailleurs des camps de travail nazis, a fait se dresser les cheveux sur la tête de tous ceux qui ne veulent pas voir l'histoire se répéter¹³.

Les populistes ont donc le vent en poupe, en surfant autant qu'ils l'alimentent sur le retour d'un cycle de « pestes émotionnelles » (W. Reich), ces moments de régression collective qui caractérisent les périodes d'incertitude : « L'histoire connaît maintes époques où le domaine public s'obscurcit, où le monde devient si incertain que les gens cessent de demander autre chose à la politique que de les décharger du soin de leurs intérêts vitaux et de leur liberté privée¹⁴. » L'hégémonie du marché sur un plan économique et financier et l'affaïssement du collectif et des États s'accompagnent bien d'une phase régressive sur un plan politique : convergence des extrêmes, populismes, replis

nationalistes, intégrismes, terrorismes... en constituent autant d'indices.

Les outils pour combattre cette régression politique doivent désormais faire l'objet de la plus grande attention de la part de tous les démocrates. Pour éviter tout risque d'emballage autoritaire, bien sûr, mais surtout pour être sûrs de ne pas se tromper de combat. Pour avoir une chance de peser sur autre chose que les consciences, il faut que nous nous appliquions à ce que ces outils soient politiques, pas moraux. Ce n'est pas le moral-populisme qui domptera ni ne civilisera le capitalisme.

RÉSISTANT CHERCHE OPPRESSEUR

Depuis la chute de l'Union soviétique et la fin de la bipolarisation, on voit se multiplier les guerres civiles (Yougoslavie, Rwanda, Côte d'Ivoire, Proche-Orient, voire Irak aujourd'hui, etc.), rançon d'une mondialisation sans transformation adéquate de la régulation politique. Le paradoxe, c'est qu'au moment où le besoin, où la

¹² « Der Staat ist verpflichtet, seine Bürger und Bürgerinnen zu schützen, er ist verpflichtet, zu verhindern, dass Familienväter und Frauen arbeitslos werden, weil Fremdarbeiter zu niedrigen Löhnen ihnen die Arbeitsplätze wegnehmen ».

¹³ Ces propos ont conduit bon nombre d'écrivains et d'intellectuels allemands à publier un manifeste condamnant la création du Linkspartei.

¹⁴ H. Arendt, « De l'humanité dans de sombres temps. Réflexions sur Lessing », dans *Vies politiques*, Gallimard, « Tel », 1974.

nécessité de politique devraient s'instituer à l'échelle de la planète entière, l'institution politique elle-même ne s'est jamais aussi mal portée. On sait qu'elle ne va pas très bien depuis quelques décennies, mais ce qu'il y a de plus récent et dont on peut commencer à mesurer les effets, c'est que la politique n'a plus la cote auprès... des militants eux-mêmes. Pas les membres des partis, mais les militants actifs sans affiliation politique et investis notamment, pour ce qui concerne le débat européen qui nous occupe, dans une partie de la mouvance *altermondialiste*.

Au renoncement de la gauche officielle à *changer le système* et à la défaillance de toute perspective historique répond le renoncement de la militance à la politique. Comme elle ne conçoit pas davantage que l'autre un avenir *différent* pour nos sociétés, la gauche militante, dernière version en date, renonce du même coup à penser les moyens d'atteindre ce but indistinct. La croyance en l'avenir est remplacée par le sentiment du scandale qu'il ne soit pas déjà là. Cela donne une vigueur radicale à la critique du présent, mais « tant qu'à être contre, autant n'y être pour rien ». On se gardera donc bien de s'impliquer plus avant

dans la politique qui souille, on privilégiera plutôt la posture morale qui préserve. En assumant ou en préférant peut-être ignorer qu'« au mieux, les troupes de la critique radicale sont l'aiguillon et la force d'appoint des politiques typiquement réformistes menées en faveur des « minorités » [...], dont on s'excuse de devoir rappeler qu'elles ne changent strictement rien aux structures politiques, économiques et sociales en place. » (Gauchet, *op. cit.*, p. 321)

À ce stade, *l'altermondialisme* constitue le supplément d'âme de la démocratie capitaliste mondialisée et, de l'autre côté du miroir, dans un espace public où presque tout le monde a sacrifié l'espoir de véritables résultats sur l'autel de l'effet d'annonce, les starlettes de la politique médiatique servent « aux peuples une politique des intentions, délibérément indifférentes aux suites et aux conséquences de ses dispositions, dans les limites de la prudence, une politique de l'image, destinée à imposer une figure de bonne volonté généreuse suffisamment forte pour immuniser ses promoteurs contre les démentis du réel¹⁵ ». Et la gauche est le terrain privilégié de cette dérive: « Le plus

à gauche, c'est celui qui en promet le plus, pas celui qui tiendra ses promesses », comme l'explique Jacques Julliard. Devons-nous vraiment nous résigner à un partage des rôles entre une gestion sans vision de quelques oligarchies et une protestation morale sans autre lendemain, apolitique, antipolitique ou populiste? Ne peut-on sortir du piège qui veut que « les citoyens se mettent à détester au travers des politiciens la démagogie à laquelle ils les vouent », pour citer une dernière fois Gauchet?

Face au climat de désagrégation, d'antipolitisme et de régression, le projet de traité constitutionnel était une tentative honnête pour préserver, à l'échelle de la mondialisation, la possibilité de continuer à faire de la politique depuis l'Europe, en faisant d'elle un espace unifié de médiation avec elle-même, avec les autres continents et avec les autres civilisations. Cet effort a été momentanément vaincu par le reproche de ne pas constituer l'instrument d'une patrie morale.

Cet embourbement n'aura qu'un temps, mais est-on sûr de repartir dans une direction souhaitable? Il vaudrait mieux, car si un échec momentané peut être salutaire, sa répétition serait mortifère.

Parallèlement à la résolution des questions institutionnelles, nous

¹⁵ M. Gauchet, « Quand les droits de l'homme deviennent une politique », *op.cit.*, p. 367.

devrons donc absolument nous réinterroger sur le type de politiques publiques que nous voulons voir mener par l'Union, et dans un espace public européen qui reste largement à promouvoir, nous devons inventer de nouvelles manières de débattre ensemble, non à la place, mais avec et à côté de nos représentants, des instruments de politique économique, culturelle, monétaire, sociale et environnementale qui nous permettront, à l'échelle du continent, d'accroître la prise de notre nouvelle collectivité sur elle-même. Et, à l'échelle de la planète, de contribuer à ce que l'humanité se constitue en sujet positif de sa propre histoire, face aux enjeux inédits et aux menaces de possibles catastrophes auxquels elle est confrontée. Nous avons hérité de l'Europe et il est temps de se rappeler que ce qui vaut dans l'héritage, c'est ce qu'on est capable de transmettre, pas de recevoir.

Car autant qu'un patrimoine, l'Europe est un dessein. L'histoire du continent montre que ce dessein transcende le clivage gauche-droite. Aujourd'hui, à côté de l'écologisme, social-démocratie et libéralisme européens sont confrontés à un choix politique crucial pour tout le monde. Sauf à opter pour le capitalisme autoritaire, la modernisation écologique du keynésianisme est une des lignes de force à même de struc-

turer le débat public et le champ politique. La vision politique de Jacques Delors a beau avoir été mise en échec, l'ensemble des impasses auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés montrent que c'est à cette vision-là qu'il faut revenir, en l'adaptant à la crise environnementale car tout plan de relance qui n'intégrerait pas cette dimension serait désormais irresponsable et non conforme aux engagements internationaux pris. C'est également dans cette perspective qu'une politique énergétique régulée au niveau européen doit absolument voir le jour, si on ne veut pas voir nos entreprises énergétiques réduites au rôle d'énormes tirelires dans les seules mains du capitalisme international.

En ce qui concerne l'appui à apporter à cette ambition, face à la mondialisation et à l'unification des enjeux à l'échelle planétaire, c'est sur une plateforme démocratique la plus large possible qu'on doit compter, pour consacrer le maximum des ressources politiques disponibles à la principale urgence: la mise en place des conditions d'une économie circulaire (ce qui commence à être popularisé, mais aussi galvaudé dans l'expression développement durable), c'est-à-dire une économie où le coût des externalités négatives est enfin pris en compte au lieu d'être transmis aux générations à

venir, quand ce n'est pas aux populations laissées dès aujourd'hui à l'abandon. Ce que certains, par naïveté ou par calcul, présentent comme des accidents du système occulte le fait que ces désordres résident dans son fonctionnement même.

Face à d'autres types d'enjeux globaux qui alors commençaient à poindre, Martin Luther King eut cette forte phrase: « Il faut apprendre à nous aimer comme des frères ou nous préparer à périr comme des imbéciles. » Il nous semble aujourd'hui que pour éviter les périls, retrouver en politique le goût de l'intelligence collective promettrait davantage qu'une généreuse pétition de principe en faveur d'une fraternité toujours proclamée, mais jamais accomplie. Car c'est dans la chaleur de leur fraternité que beaucoup crient aujourd'hui « Viva la Muerte! ». ■